

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 12 (1986)

Heft: 3

Artikel: Le temps de la réflexion?

Autor: Ducret, André

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-815037>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LE TEMPS DE LA REFLEXION ?

André Ducret

Centre de Recherche sur le Phénomène Urbain
E.A.U.G., Bd Helvétique 9, CH - 1205 Genève

De prime abord, pourquoi le taire ?, la question me semblait quelque peu dépassée et le thème des luttes urbaines, un dossier que ni l'actualité sociale ni le présent sociologique ne demandaient de rouvrir. A la réflexion, pourtant, le bilan qui m'était soumis en qualité de lecteur occasionnel de la Revue Suisse de Sociologie me parut appeler une réponse à la fois sur ce qui, depuis les événements en cause, avait changé et sur les instruments d'analyse dont, entre temps, la sociologie s'était dotée en vue d'appréhender la réalité de l'action collective en milieu urbain. Aussi, d'entente avec Michel Vuille, divers chercheurs furent à leur tour contactés afin qu'ils réagissent à l'argumentation qui sert de pivot à cet Atelier et, pour la plupart, leurs contributions mettent en lumière ce qui, depuis les années '70, a changé ainsi que les conséquences qu'il faut en tirer pour de futures recherches sur le même thème.

Ainsi, s'agissant d'une sociologie attentive à l'émergence de besoins, voire d'aspirations antagonistes ayant l'urbain comme enjeu, la question du collectif, de l'action collective, s'avère désormais incontournable : à quelles conditions, et autour de quel projet, une communauté peut-elle aujourd'hui se constituer ? Ou encore : comment m'associer à d'autres pour la poursuite d'objectifs communs ? Bien plus, la notion même de rapport social, d'inter-action est devenue problématique tandis qu'aux fièvres unanimes d'antan succédait le repli sur soi. Le social demeure certes une aventure, mais où beaucoup sont devenus prudents (ce qui ne veut pas dire : timorés). D'une telle situation, le sociologue de la ville a, qu'il le veuille ou non, à prendre acte et, plutôt que de chercher à conserver le passé, à s'emparer du présent. Or, qu'il s'agisse du vide, de l'implosion ou de la dissolution du social, les analyses ne manquent pas qui, chacune à sa façon, disent le passage d'une société dont les divers conflits expliquaient, pour l'essentiel, la dynamique à de nouvelles sociologiques, paradoxales, ambivalentes, contradictoires. De même, "en un moment où la communauté sociologique s'est désintégrée, où le savoir sociologique est en déroute et où la tradition d'un savoir né comme conscience et science des hommes en société est arrivée au bord de l'épuisement" (Busino, 1986), la réflexion ne doit-elle pas l'emporter sur l'action, et le souci de la discipline

passer avant toute forme plus ou moins déguisée de léninisme sociologique ?

La sociologie d'intervention s'est, il est vrai, heurtée jusqu'ici sinon à l'hostilité, du moins à l'indifférence des pouvoirs publics, principal commanditaire de la recherche contractuelle sur le phénomène urbain. Mais, avec la crise de l'Etat-providence, c'est la discipline dans son entier qui est aujourd'hui menacée par les restrictions financières et autres réorientations budgétaires. A mon sens, il n'est pas interdit pour autant d'imaginer un moins d'Etat qui produise un plus de sociologie, celle-ci aidant alors la société civile à se comprendre elle-même. Dans cette perspective, et même si l'air du temps est à l'individualisme, voire au narcissisme, des travaux à la fois pertinents et rigoureux demeurent nécessaires, avec le souci de la précision autant si ce n'est plus que du témoignage.

Identifier correctement les divers acteurs qui font les luttes urbaines, en définir la position à l'intérieur du champ social que construit l'analyse, dégager le lieu où s'enracinent les intérêts en présence, voilà les tâches qui, à en croire les participants à cet Atelier, s'imposent dans le futur. Deux observations me paraissent toutefois nécessaires : d'une part, n'y a-t-il pas un certain risque à utiliser l'expression "nouvelle classe moyenne" comme une notion passe partout alors même que, depuis qu'elle est nouvelle, celle-ci ne forme encore ni une classe ni une moyenne ? A cet égard, les considérations de Dominique Gros sur la circulation des sous-élites présentent un intérêt certain d'autant que, du côté des appareils d'Etat, comme le confirme Christian Grobet, des procédures paraissent désormais en place qui devraient avoir pour effet d'accélérer ce processus. D'autre part, le fait qu'à l'heure où, d'organique, l'intellectuel tend à devenir périphérique, la question de la représentation se pose me semble-t-il en termes neufs : au nom de qui parler, en effet, si ce n'est en son nom propre, et comment prétendre relayer des aspirations, les traduire sans les trahir ? Là encore, il conviendrait d'interroger plus avant la figure du militant ainsi que les actes de délégation, les procédures de décision et les modalités de fonctionnement caractéristiques des groupes de quartier. Si l'information que contient ce dossier s'avère foisonnante et, qui plus est, de première main, on n'oubliera pas que les luttes urbaines voient, aussi, s'affronter des forces politiques qui, comme le rappelle Laurent Bridel, trouvent là l'occasion de faire connaître leur programme, voire de recruter des partisans. Cet aspect des choses, le sociologue des années '80 ne peut l'ignorer sous peine de tronquer le passé proche dont il entend rendre compte et, surtout, de ne rien comprendre aux succès ou aux échecs de ces groupes dits "de quartier".

A la lecture des réponses à l'article initial de Philippe Cordey & al., il est d'ailleurs frappant de constater que jamais l'action au niveau du quartier n'est envisagée comme un possible remontant qui remédierait au désarroi actuel du mouvement ouvrier. Or, du point de vue d'une sociologie qui permette un retour à l'action, la question s'avère pourtant incontournable sauf à sombrer dans un activisme et un volontarisme à courte vue. A moins qu'on assiste (mais l'hypothèse me paraît hasardeuse) à l'affirmation en classe pour soi d'une série d'acteurs jusqu'ici demeurés discrets sur la scène de l'histoire, acteurs dont aurait accouché la société post-industrielle. Le fait que, comme le relève Jacques Vicari, de nouveaux clivages apparaissent et que, s'agissant par exemple de l'avenir de la cité-jardin d'Aïre, l'on voie s'allier pour un referendum gauchistes d'hier et Vigilants d'aujourd'hui donne à penser qu'en effet, la tradition révolutionnaire se meurt avec, pour ultime satisfaction, d'entraîner dans sa chute ses adversaires de toujours : les réformistes.

"La classe ouvrière n'est plus, dans la société programmée, un acteur historique privilégié" (Touraine, 1969) : la sentence doit nous inciter, je crois, à redoubler d'attention dès lors qu'il s'agit, ainsi que le proposent Marie Guye et Nicole Valiquer, de reconstruire le sens visé par les acteurs. Habitues à problématiser les conflits sociaux en termes de progrès, de projets sinon d'émancipation, serions-nous désarmés lorsqu'au nom de la "mémoire collective", de la conservation du patrimoine ou de la présence du passé, l'objectif des luttes urbaines est de ne rien changer à l'existant ou de le modifier le moins possible. Tandis que de nouveaux enjeux à la fois plus ponctuels et plus localisés voient les groupes de pression se multiplier et mettre en oeuvre des stratégies inédites, dont celle du contre-projet par exemple (cf. sur ce point : Marco & Tironi, 1986), saurons-nous expliquer ces phénomènes à l'aide d'instruments théoriques hérités, telle la critique de l'aliénation, d'un marxisme dont très peu osent encore se revendiquer ? De même, face aux modes d'organisation dont se dotent ces nouveaux acteurs, tenons-nous dans l'étude de communauté une méthodologie appropriée ou convient-il plutôt de lui substituer une analyse des réseaux ?

L'atelier est le lieu où l'on vérifie l'état de ses outils. Certains ont fait leurs preuves, d'autres doivent être remplacés, examen périodique qui met en jeu l'idée qu'on se fait d'une discipline et de ses virtuels progrès. Or, il faut bien l'avouer, si la sociologie a longtemps cherché sa reconnaissance comme science à part entière dans une prolifération de branches spécialisées, celles-ci n'ont pas connu le même développement. Ainsi, naissant en quelque sorte d'un malentendu, la sociologie urbaine s'inspirera d'abord, à

Chicago, de l'écologie végétale et animale; par la suite, renouant avec les pères fondateurs, elle produira, de "Middletown" à "Street Corner Society", d'excellentes monographies qui, toutefois, ne contribuent que modestement à la constitution d'une théorie, c'est-à-dire d'un ensemble articulé d'énoncés susceptibles d'être réfutés par des recherches ultérieures. Enfin, renaissant dans la France des années '60, avec sa démographie galopante, ses grands ensembles, sa politique des villes nouvelles, la sociologie urbaine fera l'objet d'un débat où, faut-il le rappeler, c'est son droit même à l'autonomie scientifique qui sera contesté. Depuis, pourtant, au contact de la géographie, de l'anthropologie ou de la phénoménologie, de nouveaux courants se sont développés avec pour conséquence une large diversification de la recherche. En contrepartie, l'idéal du spécialiste, de l'expert-sociologue qui, maître des lois de l'urbanisation, entrerait au service de la planification, se voit chaque jour un peu plus menacé d'autant que, faute de confrontation théorique organisée entre ces différentes orientations, nos connaissances sur le phénomène urbain tendent sinon à stagner, du moins à se parcelliser.

Face à une telle situation, certains cultivent à l'extrême leur domaine de prédilection, d'autres cherchent secours dans les vieilles recettes positivistes, d'autres encore s'efforcent de légitimer leur rôle par le recours à l'action. Une chose est sûre toutefois : "L'expérience de la sociologie urbaine en tant que sous-discipline dotée d'un héritage conceptuel théorique partiellement autonome s'avère désormais close" (Mingione, 1986). En d'autres termes, il convient plus que jamais d'être au clair sur le choix des paradigmes et la portée des instruments d'analyse que nous mettons en oeuvre. Ainsi, la question de savoir si les luttes urbaines contribuent à une transformation sociale ou si, au contraire, elles constituent un simple mécanisme de régulation, suppose qu'une alternative, une distinction existe entre l'un et l'autre processus. Or, à la lumière de l'analyse systémique, ou encore des théories de l'auto-organisation, il est au moins nécessaire, à mon sens, de reformuler la question. L'ordre et le désordre sont inséparables, ils se nourrissent l'un l'autre, ils doivent être pensés ensemble. De même, à voir les controverses qui animent les "Naturwissenschaften" contemporaines sur la place de l'observateur dans son observation, on conçoit aisément qu'elles puissent renouveler la problématique de l'intervention sociologique. Une fois de plus s'ouvre là un champ d'investigation méthodologique où, à l'exception de quelques-uns, très peu de sociologues se sont jusqu'ici engagés alors même que, pour la plupart, nous sommes animés par un profond souci de scientificité !

Certes, il est pour le moins téméraire d'aborder des questions aussi décisives sur un mode qui, compte tenu des limites rédactionnelles propres à cet Atelier, demeure nécessairement allusif. Ailleurs, et plus posément, il faudra reprendre le débat. Mais, à mes yeux, sans l'ambition de prendre en considération les paradigmes qui, demain, seront peut-être ceux de la sociologie, tout bilan, toute autocritique manque à sa vocation qui doit être non seulement d'expliquer l'actualité, mais encore d'actualiser l'explication.

BIBLIOGRAPHIE

- BUSINO Giovanni (1986), "La sociologie en crise", *Diogène*, 135, 81-94.
- MARCO Daniel & TIRONI Giordano (1986), "Projets et contreprojets à Genève aujourd'hui" *Archithèse*, 5, 83-84.
- MINGIONE Enzo (1986), "Urban Sociology beyond the Theoretical Debate of the Seventies", *International Sociology*, 1/2, 137-153.
- SCILACCI Alfredo (1986), "Marginalité et action collective en milieu urbain", *Cahiers de l'IREC/EPFL*, No hors-série, 15-33.
- TOURAINÉ Alain (1969), *La société post-industrielle*, Denoël, Paris.

